

RENTREE UNIVERSITAIRE**A TIZI-OUZOU****Le CNES dénonce
"la mascarade"**

La rentrée universitaire, cuvée 2005, ne s'annonce pas sans de bons auspices à Tizi-Ouzou. la contestation généralisée qui a touché toute la communauté universitaire dans sa globalité (étudiants, enseignants et fonctionnaires), depuis la reprise en septembre, témoigne du marasme et de la situation de délabrement dans laquelle patauge l'université Mouloud-Mammeri de Tizi-Ouzou.

J. L. Hassani - Tizi-Ouzou - (Le Soir) - Encore une fois, à l'occasion de la cérémonie officielle marquant la rentrée, le principal syndicat des enseignants, le CNES en l'occurrence, a réagi d'une manière virulente à cette "mise en scène qui met à nu la culture d'apparat et d'autosatisfaction délétère qui règne" à l'université.

Le début des cours pour l'ensemble des étudiants inscrits dans les huit facultés ne sera pas programmé de sitôt. A l'exception de deux ou trois départements, le reste vient à peine de boucler la période des examens de moyenne durée ou de synthèse, en attendant au premier jour même de la "rentree officielle". Les facultés s'affairent à organiser les examens de rattrapage. Une situation qui revient à chaque début d'année universitaire. Le CNES affirme que l'année "aurait pu démarrer dans l'ensemble vers la mi-octobre si la direction — entendre le rectorat — n'avait pas, comme à son habitude lamentablement cédé aux pressions de quel que dizaines d'étudiants". Le CNES qui parle de "logique laxiste" dénonce cette "mascarade qui ne trompe pas la communauté universitaire". En matière d'infrastructures pédagogiques et des activités scientifiques, le CNES constate, que dans ce domaine, la situation continue de se délabrer, que le laisser-aller et les solutions fictives continuent de prévaloir et qu'aucune perspective crédible ne vit le jour. Le CNES qui pointe aussi un doigt accusateur sur la "gestion oligarchique indigente et à courte vue", préconise "la démocratisation de la décision" à même d'impliquer tous les acteurs et de "mobiliser toutes les compétences de l'université", à défaut poursuit-il, c'est le règne de l'incompétence et d'une gestion "beylicale" antinomique de la transparence et de l'efficacité qui y régneront. Par ailleurs, la rentrée officielle est aussi marquée par la tenue d'une journée de protestation organisée par les fonctionnaires de l'université, paralyant ainsi les huit facultés. A l'appel du SNAPAP, le personnel administratif proteste contre le non-engagement pris par le premier responsable de l'université, lors de leurs précédentes entrevues — les revendications socioprofessionnelles, les questions liées au salaire et la non-affectation d'un quota de 25 logements — constituant le point d'orgue de la protestation qui dure depuis le 14 septembre dernier.

J. L. H.

MINISTÈRE DES FINANCES**Les travailleurs du Trésor
en grève dès aujourd'hui**

Comme décidé le 19 septembre dernier et annoncé il y a une semaine, les travailleurs du Trésor seront en grève dès aujourd'hui, et pour trois jours encore. Hier, le secrétaire général du ministère des Finances a rencontré celui du syndicat des travailleurs du Trésor. Concrètement, il n'en est rien sorti.

Saïda Azzouz - Alger (Le Soir) - A partir d'aujourd'hui et pour quatre jours, les travailleurs du Trésor sont en grève, et ce, bien que les négociations soient en cours entre le syndicat et le ministère des Finances.

Hier, les représentants des travailleurs ont, en présence des représentants de la Fédération nationale des finances, rencontré le secrétaire général du département Benachenhou.

«Le SG du ministère s'est montré très attentif aux problèmes que vivent les travailleurs. Nous sommes en négociations, il y a une prédisposition favorable, nous restons donc en contact avec notre tutelle», nous a déclaré hier, juste après sa rencontre avec le SG, Nourredine Menkour, secrétaire général du Syndicat national des travailleurs du Trésor (SNTT).

De cette réunion qui s'est déroulée hier au siège du ministère des Finances,



ou de celle qui a eu lieu mardi dernier, soit au lendemain du dépôt du préavis de grève, Nourredine Menkour ne dira pas grand-chose.

Il affirme que les pourparlers se sont déroulés dans un climat empreint de sérénité et responsable.

Il n'en dira pas plus, néanmoins, il laisse entendre que tant qu'il n'y a pas de promesses fermes, il n'est pas question de surseoir à la décision de l'arrêt de travail.

«Nous serons en grève de dimanche à mercredi soir, soit du 3 au 6 octobre, comme nous l'avons décidé le 19 septembre dernier au cours de la réunion du bureau national à Oran.

Nous reprendrons le travail normalement la semaine prochaine, puis on avisera dans le cas où nos revendications n'aboutissent pas».

Notre interlocuteur a tenu à préciser que les travailleurs du Trésor, à travers le territoire national, seront présents sur leur lieu de travail mais n'effectueront aucune tâche. «La loi ne prévoit pas de service minimum en ce qui nous concerne».

Pour rappel, le SNTT avait appelé en mars dernier à un débrayage de deux jours à l'issue de l'échec des négociations avec le ministère de tutelle.

Les revendications portent essentiellement sur

l'augmentation des salaires, l'intégration des corps communs dans les corps techniques, la permanence des agents de sécurité, le statut particulier, la formation et l'ouverture de nouveaux postes qui tiennent compte des nouvelles missions qui incombent au Trésor.

Une requête à laquelle tiennent les 14 000 fonctionnaires du Trésor qui, selon leur syndicat, sont prêts à aller jusqu'au bout.

Par ailleurs, on apprend qu'à partir du 2 novembre prochain, les inspections des impôts seront rattachées au Trésor.

S. A.

APRÈS L'ÉCHEC DE LA SECONDE RENCONTRE MINISTÈRE-FNTS**Les hôpitaux toujours paralysés**

La rencontre de la dernière chance entre le ministère de la Santé et la Fédération nationale des travailleurs de la santé s'est soldée par un échec. Les deux parties qui se sont retrouvées hier matin au siège du ministère ne sont pas arrivées à un accord.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Le département de Redjimi compte néanmoins renouer le dialogue avec le syndicat dès la fin de cette semaine. Au cours de cette réunion, les responsables au niveau du ministère de la Santé ont émis le vœu de voir la grève suspendue.

Le directeur de la communication, contacté hier, a expliqué que «le partenaire social a reconnu que le ministère de la Santé avait tenu ses engagements. Les doléances de la FNTS ont été transmises au comité ad hoc». Avant d'ajouter : «Nous avons demandé au partenaire social de bien examiner notre demande et

d'arrêter la grève. Nous ne perdons pas espoir. Nous pensons que la raison l'emportera. Cette grève a suffisamment attiré l'attention des pouvoirs publics».

Une première rencontre avait réuni lundi dernier les deux parties, sans succès. Campant sur leurs positions, les antagonistes n'étaient pas arrivés à un accord et la grève s'est alors poursuivie.

Depuis le 26 septembre dernier, les quelque 155 000 travailleurs de la santé appartenant aux corps des paramédicaux, des ouvriers professionnels et du personnel technique et administratif observent un mouvement

de grève en réponse à l'appel de la Fédération nationale des travailleurs de la santé.

A travers l'ensemble du territoire national, les hôpitaux ont été paralysés, le service minimum n'étant pas toujours assuré. La FNTS, satisfaite du «bon déroulement» de la grève, avait estimé le taux de suivi à plus de 90% et fait savoir que le débrayage ne cessera qu'une fois l'ensemble des revendications satisfaites.

Le syndicat affilié à l'UGTA exige la généralisation des primes de contagion, d'intéressement et de zonage pour les régions du Sud et l'instauration des primes de nuisance, de documentation, d'encadrement, de technicité ainsi que les indemnités de sujétion spéciale et de travail posté. Il est également demandé

au ministère de tutelle de respecter les engagements qu'il avait pris en juillet dernier. A ces doléances, le ministère de la Santé et de la Réforme hospitalière répond que la satisfaction de ces revendications passe obligatoirement par l'aval des ministères des Finances, du Travail et de la Sécurité sociale, et de la Direction générale de la Fonction publique.

Le professeur Redjimi avait indiqué dans les colonnes d'un journal arabo-phonie que les revendications des organisations syndicales étaient légitimes mais que la décision ne revenait pas uniquement à son département, s'interrogeant au sujet de la pertinence de ces mouvements de grève qui pénalisent les patients mais affirmant toutefois que les portes du dialogue demeuraient

ouvertes. Une disponibilité réitérée hier mais à laquelle la Fédération nationale des travailleurs de la santé reste insensible.

Seule la satisfaction immédiate de toutes les revendications permettra de mettre un terme à la grève, répond la FNTS.

N. I.

